

## Ouverture du Registre Journal de la Coordination SPS

<b>Affaire</b>	<b>R2043 - ACROTERES H1</b> 1 AVENUE DU Pr JEAN POULHES 31400 TOULOUSE		
<b>Maîtrise d'ouvrage</b>	CHU DE TOULOUSE POLE P I S T E HOTEL DIEU SAINT JACQUES 2 RUE VIGUERIE 31000 TOULOUSE		
<b>Maîtrise d'œuvre</b>			
<b>Convention</b>	3100066808	<b>signée le</b>	06/11/2024
<b>Coordonnateurs SPS</b>	Phase conception : Nathalie SERENE COUTURIER Phase réalisation : Nathalie SERENE COUTURIER		
<b>Catégorie</b>	3		
<b>Durée des travaux</b>	NC	<b>à compter de</b>	NC
<b>Mode de dévolution des travaux</b>	NC		

**Ouverture du registre journal le 15/11/2024 en phase PRO**

La mission débute ce jour 15/11/2024.

Pièce jointe : Liste des documents attendus pour le déroulement de la mission

## INFORMATIONS ET DOCUMENTS NÉCESSAIRES AU BON DÉROULEMENT DE LA PHASE CONCEPTION DE LA MISSION CSPS

### Modalités pratiques de coopération CSPS

Ce document est joint aux contrats conclus avec les différents intervenants et répond à l'obligation réglementaire du maître d'ouvrage. Article R.4532-6 du code du travail. Il explicite l'organisation définie par le MOA, les relations entre les différents acteurs de la conception du projet (MOA, MOE, CSPS), l'autorité et les moyens du coordonnateur SPS pour mener à bien sa mission.

Calendrier des réunions en phase conception incluant les travaux coopératifs MOA CSPS / MOE CSPS

Document	Reçu
<p><b>Calendrier prévisionnel / Planning des interventions</b></p> <p>La projection des délais prévus pour chaque phase permet au coordonnateur d'ajuster ses besoins et son organisation en concordance avec les moyens qui lui sont donnés par la convention de mission et les modalités pratiques de coopération. Le contrat de mission pour la phase réalisation doit couvrir la totalité de la période des travaux.</p> <p>Le planning des interventions donne matière à l'analyse des coactivités que réalise le coordonnateur pour émettre ses sujétions.</p>	<input type="checkbox"/>
<p><b>Déclaration préalable de Coordination SPS / Elaboration et transmission aux organismes plus Copie au CSPS</b></p> <p>Article R4532-2 / Création Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V) Les opérations de bâtiment ou de génie civil, soumises à l'obligation de déclaration préalable prévue à l'article L. 4532-1, sont celles pour lesquelles l'effectif prévisible des travailleurs doit dépasser vingt travailleurs à un moment quelconque des travaux et dont la durée doit excéder trente jours ouvrés, ainsi que celles dont le volume prévu des travaux doit être supérieur à 500 hommes-jours .</p> <p>Article R4532-3 Création Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V) La déclaration préalable est adressée à l'inspecteur du travail et aux organismes mentionnés à l'article L.4532-1 territorialement compétents au lieu de l'opération. Elle est adressée à la date de dépôt de la demande de permis de construire lorsque celui-ci est requis ou, lorsque celui-ci n'est pas requis, au moins trente jours avant le début effectif des travaux.</p> <p>Selon l'article L4532-1, le maître d'ouvrage a l'obligation d'adresser une déclaration préalable de coordination SPS pour les opérations de catégorie 1 et 2 (et 3 sous critères de durée et d'effectif) aux organismes d'inspection et de prévention. Cerfa n° 13630-02. Cette déclaration sera affichée sur le chantier. Le Maître d'ouvrage transmettra au coordonnateur la copie des envois effectués aux organismes.</p> <p>Le coordonnateur peut apporter son assistance à l'élaboration de la déclaration préalable mais n'a pas qualité à la transmettre aux organismes destinataires. Cette obligation de DP-CSPS ne doit pas être confondue avec la déclaration préalable de travaux ni avec la déclaration d'ouverture de chantier. Conséquences de l'absence de déclaration préalable : Article L.4744-2 du code du travail.</p>	<input type="checkbox"/>
<p><b>DIUO existant</b></p> <p>Lorsque, dans une opération de réhabilitation, un DIUO est existant, le Maître d'ouvrage le communique au coordonnateur pour examen et complément dans le cadre de l'opération.</p>	<input type="checkbox"/>
<p><b>Dossier de Consultation des entreprises</b></p> <p>L'examen du DCE permettra de vérifier que toutes les mesures et dispositions décidées en conception pour la sécurité collective des travailleurs au cours de la réalisation de l'ouvrage et pour son entretien futur y sont transcrites. La confrontation du dossier constitué par l'équipe MOE/MOA et du Plan Général de Coordination élaboré par le CSPS conduit à mettre en cohérence l'ensemble.</p>	<input type="checkbox"/>
<p><b>Liste des intervenants</b></p> <p>La connaissance de l'ensemble des interlocuteurs, et en tout premier lieu, maître(s) d'œuvre et bureau(x) d'études, puis notamment OPC et entreprises titulaires contractées et sous-traitantes</p>	<input type="checkbox"/>

Document	Reçu
agréées, au fur et à mesure de leur intégration dans l'opération, est un moyen indispensable au coordonnateur pour l'exercice de sa mission en lui permettant des échanges avec les bons interlocuteurs.	
<b>Liste des lots</b>  Cette liste alimente les informations portées au PGC.	<input type="checkbox"/>
<b>Mesures retenues à la conception par le MOA et Moe pour l'entretien ultérieur de l'ouvrage</b>  Elaboré le plus tôt possible par l'équipe de maîtrise d'œuvre en concertation avec le maître d'ouvrage, ce document liste les points d'entretien du futur ouvrage et précise les dispositions inscrites au projet pour la sécurité des opérateurs qui auront à intervenir. Ce document est remis au coordonnateur SPS qui le prend en compte dans l'examen du projet et alimente concertation, avis et DIUO.	<input type="checkbox"/>
<b>Modalités des VRD Primaires</b>  Pour les opérations dont le montant est supérieur à 760.000€, les modalités prévues par le MOA pour la réalisation des accès et réseaux permettant le démarrage de la phase exécution dans des conditions facilitées de mise en œuvre des installations de chantier seront définies au travers de modalités décrites dans les pièces de consultation du lot chargé des installations de chantier. Le coordonnateur pourra émettre un avis sur la pertinence de ces modalités notamment en rapport avec le plan d'installation de chantier.	<input type="checkbox"/>
<b>Permis de construire (PC) / Avant-Projet Sommaire, Définitif, Pro...</b>  Pour examen par le coordonnateur SPS de l'intégration dans le projet architectural des accès sécurisés et protections périphériques (Toit-Terrasse/couvertures, équipements techniques en comble, vide-sanitaire, galeries, hall de grande hauteur, éléments vitrés, façades, gaines accessibles, etc)  Pour émission de ses observations et démarrage de la constitution du Dossier des Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage. Transmission au MOA et, selon modalités de coopération, au MOE.  Pour avis sur le projet dans sa phase chantier en matière de moyens communs, risques liés à la coactivité et notamment les potentielles superpositions de tâches au planning, accès, organisation générale, environnement... et vérifier la reprise de toutes les mesures arrêtées en concertation.  TOUTES LES PRESCRIPTIONS DE MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIFS ET INSTALLATIONS HYGIENE ET SECURITE doivent être présentes dans les pièces écrites du Dossier de Consultation des Entreprises. Le PGC doit y être corrélé.	<input type="checkbox"/>
<b>Repérage amiante avant opération sur existant</b>  L'obligation du repérage incombe au donneur d'ordre, sous critère d'antériorité de l'ouvrage à 1997. Pour tous travaux de réhabilitation, rénovation ou démolition, les entreprises doivent être averties dès la consultation de la présence effective ou non d'amiante. Le repérage est indispensable à la finalisation du PGC (L.4532-8) pour être intégré au DCE.	<input type="checkbox"/>
<b>Repérage plomb avant opération sur existant</b>  Quelle que soit la date de construction de l'ouvrage, le repérage de présence de plomb doit être réalisé. Pour tous travaux de réhabilitation, rénovation ou démolition, les entreprises doivent être averties dès la consultation de la présence effective ou non de plomb. Le repérage est indispensable à la finalisation du PGC (L.4532-8) pour être intégré au DCE.	<input type="checkbox"/>
<b>Retour des concessionnaires</b>  La transmission des retours des DT concessionnaires permet au Coordonnateur d'analyser les risques liés à la présence de réseaux dans l'emprise ou les abords du projet, d'aborder le sujet en concertation et d'anticiper les mesures à prendre pour les transcrire dans le PGC et le cas échéant de prévoir sa participation à une concertation avec les concessionnaires.	<input type="checkbox"/>

## DIFFUSION DU DOCUMENT

Destinataire(s)		Contact	Adresse email
MO	CHU DE TOULOUSE	Frédéric GHELARDINI	ghelardini.f@chu-toulouse.fr

Le coordonnateur : **Nathalie SERENE  
COUTURIER**

